



**Observations du Directeur général
Commission du programme, du budget et de l'administration
292^e session du Conseil d'administration**

Genève
7 mars 2005

Monsieur Philippe Séguin, Président du Conseil d'administration,
Monsieur Marc Blondel, porte-parole du groupe des travailleurs,
Monsieur Bokkie Botha, porte-parole du groupe des employeurs,
Mesdames et Messieurs les représentants des membres gouvernementaux du Conseil
d'administration,

Chers amis,

J'ai le plaisir de lancer la discussion officielle de nos propositions de programme et de budget pour 2006-07. Néanmoins, à bien des égards, notre conversation est déjà largement engagée. J'ai pris les dispositions voulues pour mettre assez vite en route un processus continu de consultations avec nos mandants.

Composantes de base

Les composantes de base de mes propositions sont les suivantes:

- L'accent est mis sur le travail décent en tant qu'objectif mondial et sur les actions connexes à prendre aux niveaux local, national, régional et international pour qu'il devienne une réalité.
- Une attention particulière est accordée à la continuité – comment renforcer, approfondir et relier les quatre objectifs stratégiques conformément à l'Agenda pour un travail décent.
- Les programmes par pays pour un travail décent offre le cadre unificateur dans lequel les services de l'OIT sont fournis à nos mandants au niveau national.
- Cinq stratégies thématiques sont imbriquées par le biais des objectifs stratégiques en vue de renforcer la nature intégrée du travail décent.
- Des initiatives focales sont proposées dans trois domaines présentant un intérêt particulier pour les mandants: la responsabilité sociale des entreprises, les zones franches d'exportation et l'économie informelle.

-
- Et une importance particulière est donnée aux capacités institutionnelles pour répondre aux demandes croissantes et pour améliorer notre base de connaissances et notre aptitude à prêter des services.

Consultations

Se conformant aux orientations techniques que vous avez données lors des discussions initiales en novembre dernier de la version préliminaire de mes propositions de programme et de budget pour 2006-07, le Bureau a entamé des échanges approfondis avec tous les groupes gouvernementaux régionaux et de nombreux gouvernements ainsi qu'avec le groupe des employeurs et celui des travailleurs. Ces consultations ont permis de procéder à un échange d'informations et de mieux apprécier les positions et points de vue respectifs. Elles nous ont été sans nul doute d'une grande utilité pour mettre au point les propositions que nous vous présentons aujourd'hui.

Et voici de quelles manières: tous les mandants se sont dits attachés à la continuité d'une stratégie régulière à moyen terme, fondée sur les quatre objectifs stratégiques fixés il y a six ans. L'utilité de définir des questions intersectorielles a été reconnue de tous, mais les mandants ont mis en garde contre une trop grande complexité des programmes, de sorte que nous les avons simplifiés.

Dans le même ordre d'idée, nous avons renoncé à l'un de nos projets d'initiative focale et nous avons intégré la question dans un programme déjà existant. Les programmes par pays pour un travail décent ont été plus clairement définis comme le principal outil d'exécution du programme dès lors que le concept a suscité un vif intérêt et a été largement approuvé. Par ailleurs, en examinant de beaucoup plus près nos propositions en matière d'investissements, nous avons trouvé des moyens de les réduire, y compris dans des domaines tels que la sécurité et l'entretien du bâtiment. Certains pays nous ont demandé instamment de protéger les programmes et les ressources régionales: nous les avons écoutés et avons agi en conséquence.

Ce faisant, j'ai observé un nombre considérable de points de convergence. Nous souhaitons tous une OIT plus forte, plus efficace et plus efficiente. Comme vous le savez, je suis fermement décidé à introduire un changement organisationnel pour veiller à ce que l'OIT soit prête à s'adapter à l'évolution de la demande et à adopter les meilleures pratiques afin d'augmenter la qualité et les connaissances. Il ne s'agit pas uniquement de modifier les structures administratives mais de diffuser une culture du changement dans l'ensemble de l'Organisation, au siège et entre le siège et les régions.

Equilibre

Notre Organisation est diverse, vos intérêts et besoins variés.

Le budget proposé tient compte de votre demande croissante de programmes et de services techniques dans des domaines traditionnels dans le contexte des défis soulevés par la mondialisation. Cela va naturellement de pair avec la nécessité d'un budget d'un niveau raisonnable. Nos propositions visent à répondre à ces demandes qui sont on ne peut plus légitimes mais qu'il est souvent difficile de concilier.

Nous savons tous qu'il n'est pas facile de trouver un juste équilibre. Mes collaborateurs et moi-même avons passé de longues heures à mettre au point ce que nous considérons être un compromis raisonnable.

Chaque budget doit former un tout, répondant aux défis spécifiques de l'heure et aux exigences particulières de l'avenir immédiat.

Le plus important peut-être c'est que notre budget reconnaisse que les temps ne sont faciles pour personne. Dans tous vos pays, les budgets publics sont l'objet de pressions et sont étudiés de très près. Cela doit aussi être le cas de notre budget. A une époque où les budgets diminuent alors que la demande s'accroît, nous devons tous faire des choix dont nous devons évaluer les risques et les conséquences.

En fin de compte c'est à vous qu'il appartient de défendre les choix faits ici, devant vos mandants respectifs et devant vos opinions publiques.

Le devoir du Bureau est d'honorer la confiance que vous avez placée en nous et de vous fournir efficacement les services et produits de qualité que vous demandez dans la limite des moyens que vous définirez.

Ce budget vise à protéger, consolider et approfondir les progrès que nous avons accomplis dans le passé en accroissant les ressources affectées aux programmes techniques et aux régions – tout en reconnaissant qu'il faut aussi tenir compte des dépenses extraordinaires et des investissements institutionnels qu'il nous faudra consentir à l'avenir.

Réaliser des économies réelles

Avec les trois derniers budgets, nous avons fait plus avec moins, en réduisant les dépenses administratives et les dépenses d'appui. Ce budget va dans la même direction et vise à faire encore des économies, à renforcer encore l'efficacité.

Des économies équivalant à 3,5 pour cent du budget 2004-05 ont été identifiées, soit 18,3 millions de dollars. Toutes les unités du Bureau ont contribué à cet effort considérable. Nous proposons une réduction de 24 pour cent des frais de voyage. Nous rationalisons les procédures et structures administratives. Nous avons commencé à réduire les postes de haut niveau et à fusionner les responsabilités en matière de gestion. Le moment venu, ces réformes ainsi que d'autres auront pour effet de renforcer l'efficacité. Là encore, cela correspond à un fort consensus de votre commission.

Financer les investissements

Les ressources disponibles grâce aux économies et aux gains d'efficacité serviront à financer, au titre de la partie I du budget ordinaire, les dépenses en cours qui concernent la mise en valeur des ressources humaines et IRIS.

Nous avons la volonté d'investir dans les compétences et aptitudes de notre personnel. Notre avantage comparatif en tant qu'organisation internationale se fonde sur une solide connaissance du monde du travail. Mais cette base essentielle peut facilement se perdre.

Les mouvements de personnel vont s'accroître au cours des années à venir et il est donc essentiel de consacrer à la valorisation des ressources humaines des sommes suffisantes. Elles représentent dans notre budget 2,4 pour cent des dépenses de personnel.

En outre, le financement d'un nouveau système d'information est devenu inévitable du fait de l'obsolescence croissante de nos anciens systèmes qui nous ont bien servis, à très peu de frais, pendant longtemps.

Le coût opérationnel annuel d'IRIS a été revu à la baisse et il soutient favorablement la comparaison avec le coût des systèmes d'autres organisations publiques ou privées. Votre commission sera étroitement associée à la définition des futures orientations de la politique à adopter en ce qui concerne IRIS et les technologies de l'information.

Investissements institutionnels et éléments extraordinaires

Les économies réalisées dans la partie I ont permis de financer un élément important de nos besoins d'investissements, mais pas tous. J'en viens donc à la partie IV, qui couvre les investissements institutionnels et les éléments extraordinaires. Nous avons la responsabilité d'assurer la sécurité de notre personnel et l'intégrité de nos bâtiments, de procéder aux mises à jour essentielles de notre technologie de l'information et de prévoir un poste de dépenses extraordinaires pour la Conférence maritime. A la suite de consultations, les chiffres estimatifs initiaux dans ce domaine global ont été révisés à la baisse.

Les dépenses pour assurer la sécurité des personnes augmentent rapidement. Les normes de sécurité évoluent constamment. De nouvelles mesures ont été et sont encore adoptées, concernant de nouvelles installations, de nouveaux équipements et de nouvelles procédures. L'usure normale d'un matériel et de bâtiments utilisés intensivement nécessite aussi périodiquement de nouveaux investissements dont la rentabilité n'apparaît qu'au bout de plusieurs années. Le débat qui aura lieu au Sous-comité du bâtiment devrait nous guider à cet égard.

J'ai inclus dans la partie IV, dans les dépenses extraordinaires, la tenue de la session maritime de la Conférence internationale du Travail aussitôt que possible en 2006. Cela concerne un secteur vital de notre économie mondialisée.

L'augmentation proposée de 4,3 pour cent en termes réels par rapport au budget de 2004-05 ne compense que partiellement la diminution réelle cumulée de 5,8 pour cent du budget depuis 1996-97. Nos moyens d'investir et de faire des dépenses extraordinaires sont sévèrement restreints parce que le budget est aujourd'hui très inférieur en termes réels, et parce que nous avons déjà considérablement réduit les coûts administratifs et opérationnels dans nos trois budgets précédents, ainsi que dans les présentes propositions.

Je ne doute pas que nous trouverons un moyen de financer les dépenses extraordinaires énumérées dans la partie IV de mes propositions. Il est clair qu'il sera très difficile d'absorber dans la partie I les dépenses détaillées dans la partie IV.

Les augmentations de coûts sont déterminées en dehors du BIT

Vous n'ignorez pas que la rémunération du personnel – qui représente la plus grande partie de la provision pour les augmentations de coûts – échappe largement au contrôle du Conseil d'administration du BIT. Nous sommes tenus de suivre les décisions qui s'appliquent au système commun des Nations Unies, tel qu'approuvé par l'Assemblée générale.

Les estimations des augmentations de coûts pour les biens et les services acquis par le BIT sont fondées d'un point de vue technique et prudentes, conformément à la pratique habituelle du Bureau.

Définir le cap à suivre

Un budget établit des politiques, précise les possibilités et définit le cap à suivre.

L'orientation que vous avez fixée a aidé le BIT à toucher les gens dans leur vie réelle et répond aux priorités générales déclarées de nos mandants par le biais de notre Agenda pour un travail décent. Les choix que vous faites maintenant guideront notre avenir – et montreront au public dans quelle mesure les gouvernements, les employeurs et les travailleurs soutiennent notre structure tripartite, unique en son genre.

Rappelons-nous que nos prédécesseurs nous ont laissé un héritage vivant – la mission d'être fidèles à nos valeurs et de rester pertinents dans un monde qui évolue sans cesse. Nous avons connu des difficultés et les temps ont parfois été durs. Nous avons chaque fois fait face à la situation et triomphé ensemble des difficultés. Je ne doute pas que nous y parviendrons encore, avec détermination et dévouement, en étant centrés sur l'avenir, et avec la volonté de trouver des solutions qui soient acceptables pour tous.

Je vous remercie de votre attention.

* * *